



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Direction de l'Action Locale

Bureau des procédures environnementales

Arrêté préfectoral de mise en demeure

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

N° 2013 0830

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le récépissé préfectoral de déclaration n°2008/202 du 25 janvier 2008 permettant à la société DALKIA d'exploiter une plateforme de préparation de biomasse d'un volume maximum de 20 000 m³ sur le territoire de la commune de VELAINE-EN-HAYE ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260 "broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques numéros 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail" ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine référencé PP/BB/LL/841/2013 en date du 18 octobre 2013, faisant suite à la visite de contrôle de l'établissement DALKIA à VELAINE-EN-HAYE effectuée le 27 septembre 2013 ;

Considérant que le jour de la visite de contrôle effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine le 27 septembre 2013, un volume total de biomasse estimé à 30 420 m³, dépassant le volume maximal de 20 000 m³, permis par le récépissé préfectoral de déclaration n°2008/202 du 25 janvier 2008, était entreposé sur la plateforme exploitée par la société DALKIA sur son site de VELAINE-EN-HAYE, sans l'enregistrement (autorisation simplifiée) requis au titre de la rubrique 1532-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CS 60031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 - Télécopie 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 27 septembre 2013 la présence d'un volume d'environ 240 m³ de palettes de bois ainsi que d'un tas de palettes broyées mélangées, qui sont des déchets, avec du bois broyé, activités non prévues par le récépissé préfectoral de déclaration n°2008/202 du 25 janvier 2008 et soumises à autorisation au titre des rubriques 2714-1 et 2791-1 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le jour de la visite de contrôle de l'inspection des installations classées du 27 septembre 2013, il a été relevé que la dalle bétonnée de la plateforme exploitée par la société DALKIA sur son site de VELAINE-EN-HAYE a subi de fortes dégradations remettant en cause son étanchéité et que le mauvais état des joints d'étanchéité béton assurant la jonction entre la plateforme bétonnée et le fossé de récupération des eaux ruisselant sur le site risque de laisser s'infiltrer les eaux de ruissellement ;

Considérant que ces carences constituent des manquements à l'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 ;

Considérant que l'exploitation sans l'autorisation requise par le code de l'environnement d'installations d'entreposage et de traitement de déchets de bois est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Régularisation de la situation administrative

En vue de régulariser la situation administrative de :

- ses installations de transit, tri, regroupement et traitement de déchets de bois d'une part, activités soumises à autorisation pour un volume entreposé supérieur ou égal à 1 000 m³ et une quantité de déchets traitée supérieure ou égale à 10 tonnes par jour,
- l'extension du dépôt de biomasse d'autre part, activité soumise à enregistrement pour un volume susceptible d'être présent supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³,

au sein de la plate-forme exploitée sur le territoire de la commune de VELAINE-EN-HAYE, la société DALKIA, dont le siège social est sis 37 avenue Maréchal De Lattre Tassigny – 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, est mise en demeure de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément aux articles R. 512-2 à R. 512-10 du code de l'environnement **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Article 2 : Prescriptions techniques

La société DALKIA est mise en demeure pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le territoire de la commune de VELAIN-EN-HAYE :

- dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :
 - o d'évacuer ou faire évacuer, vers des installations de traitement ou d'élimination dûment autorisées à cet effet, l'ensemble des palettes, broyées et non broyées, constituant des déchets, et de transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de ces opérations,
 - o de satisfaire aux dispositions de l'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260 "broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques numéros 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail" en démontrant, après réparation, la correcte imperméabilisation de la dalle béton de la plateforme et des joints béton entre la dalle de la plateforme et le fossé de récupération des eaux de ruissellement qui ceinture le site.
- dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :
 - o de ramener la quantité de biomasse entreposée sur le site en dessous du volume maximal déclaré par l'exploitant qui a fait l'objet du récépissé préfectoral de déclaration n°2008/202 du 25 janvier 2008, soit de limiter le stock de biomasse sur le site à 20 000 m³.

Article 3 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 : le secrétaire Général de la préfecture, la sous-préfet de TOUL, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société DALKIA France

Et dont copie sera adressée :

- au maire de VELAIN-EN-HAYE.

NANCY, le 24 OCT. 2013

le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY